

des troupes stationnées en Europe.

Tous les intervenants estiment que nous avons les éléments nécessaires pour en venir rapidement à un accord à ce sujet. Faisons-le à temps pour être en mesure de signer un traité lors d'un sommet de la CSCE plus tard cette année et passons ensuite à d'autres mesures propres à accroître la stabilité conventionnelle.

Nous sommes tous d'accord pour que la CSCE tienne une réunion au sommet en 1990. La CSCE offre des possibilités extraordinaires. Monsieur Dienstbier y voit un cadre général qui se prête au pluralisme. En tout cas, c'est l'unique organisme qui, par sa composition et son mandat, peut servir de charpente à la construction d'une paix et d'une prospérité nouvelle en Europe.

Comment devrions-nous nous préparer à la tenue d'un tel sommet? Certains ont proposé que nous le fassions à Copenhague en juin ou lors de la deuxième phase de la Conférence Cielles Ouverts qui doit avoir lieu ce printemps à Budapest, ou encore lors d'une autre réunion des Ministres des Affaires Etrangères. Ce sont là des points qui restent à déterminer.

Chose certaine, il faudra organiser une réunion préparatoire à laquelle participeront non seulement les 23 nations représentées ici, mais les 35 pays de la CSCE.

Quoiqu'il en soit, nous devons discuter ici de ce qui à notre avis devrait être l'objet du sommet lui-même, en sus de la signature d'un accord sur les forces conventionnelles en Europe. S'agit-il de créer le contexte politique dans lequel se déroulera la réunion de suivi de 92, ou s'agit-il d'élargir le champ des discussions pour mettre en marche un ensemble d'activités qui touchent à la coopération économique, sociale, environnementale et humanitaire autant qu'aux affaires de sécurité?

Aujourd'hui nous sommes tous des hommes politiques au meilleur sens du terme; nous sommes responsables de nos actes devant les citoyens que nous représentons. Nous devons donc être sensibles à l'exercice de cette responsabilité de la part de nos collègues.

Nous devons garder constamment à l'esprit la nécessité de coordonner nos efforts, de sorte que le changement ne se produise pas au détriment de la stabilité. Dans des circonstances normales, cela serait de nature à ralentir notre action, mais nous ne pouvons pas nous permettre le moindre retard. Nous devons être présents à l'échelon politique durant toutes les phases de cette entreprise pour faire en sorte que le succès arrive rapidement et sûrement.

Lorsque nous poursuivrons nos discussions aujourd'hui à huis clos, j'ai confiance que nous continuerons d'agir les uns envers les autres avec la même franchise et la même ouverture aux idées nouvelles que suppose le concept même des ciels ouverts.

Chers collègues, je vous propose maintenant, puisque nous avons entendu chacun des ministres des 23 pays, puis-je vous

